

# Le Haut Conseil pour le climat alerte sur l'urgence de « changer d'échelle » dans les politiques climatiques

Alors que la France subit une troisième canicule en moins de deux mois, l'instance dénonce le ralentissement de la décarbonation et les reculs de certaines politiques environnementales. Elle juge que le pays n'est pas préparé aux impacts croissants du réchauffement.



Des couvertures de survie aux fenêtres d'un immeuble à Brest (Finistère), le 7 juillet 2025. FRED TANNEAU/AFP

Pour la troisième fois de l'année, la France suffoque sous une canicule intense. Travail perturbé, hôpitaux débordés, incendies difficiles à

maîtriser : ces événements extrêmes ne sont pas des accidents, mais des manifestations d'un climat qui a profondément changé. Alors que [la chaleur a tué au moins 2 000 personnes en juin](#), le gouvernement prépare-t-il réellement le pays à faire face à des impacts climatiques de plus en plus dangereux ?

La réponse du Haut Conseil pour le climat (HCC) est sans appel. Dans son évaluation annuelle, [publiée jeudi 9 juillet](#), l'instance indépendante estime que les politiques climatiques actuelles sont « *insuffisantes* » pour atteindre la neutralité carbone en 2050 et « *pour éviter une forte aggravation des risques climatiques* ». Malgré l'adoption ces derniers mois de nouvelles feuilles de route, l'institution appelle le gouvernement à un « *changement d'échelle* » à la fois des mesures d'atténuation (réduction des émissions de gaz à effet de serre) et d'adaptation au réchauffement.

Le HCC [renouvelle son alerte](#) de 2025 : la France n'est toujours pas prête à faire face aux impacts du changement climatique. Des limites à l'adaptation commencent déjà à être atteintes, qu'il s'agisse de pertes de rendements agricoles, de rationnements en eau ou de moindres capacités de travail. « *Il y a un décalage entre les efforts réels d'adaptation et la forte augmentation des besoins. On touche à l'habitabilité de certains territoires* », souligne la climatologue Valérie Masson-Delmotte, l'une des membres du HCC. Adopté en 2025, le troisième plan national d'adaptation au changement climatique souffre, selon l'institution, d'un manque de moyens financiers, et son « *impact tangible reste à démontrer* ».

Lire aussi | [« Les politiques d'adaptation au changement climatique ont été entreprises avec retard »](#)

Parmi ses 82 recommandations, le HCC suggère plusieurs pistes pour mieux adapter la société et l'économie : développer les lieux publics frais et les points de baignade gratuits ou encore déterminer des seuils au-delà desquels le travail devrait être interrompu.

Quant à [la climatisation, objet de moult débats et polémiques](#), « elle est

*nécessaire dans certains lieux, comme les hôpitaux ou les écoles, mais elle ne doit pas être généralisée partout sans réflexion »*, précise Paul Leadley, professeur à l'université Paris-Saclay, également membre du HCC. Le rapport rappelle la nécessité de verdir les villes, d'augmenter la pose de volets, d'ombrages, de réseaux de froid et de privilégier les dispositifs de climatisation fixes plutôt que mobiles, si possible les pompes à chaleur réversibles.

## **Problème de mise en œuvre**

Mais, insiste le HCC, aucune politique d'adaptation ne pourra suffire si les émissions de gaz à effet de serre continuent de s'accumuler. La France, qui s'est déjà réchauffée de 2,2 °C depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, se dirige vers + 4 °C en 2100 avec la poursuite des politiques actuelles mondiales. Le nombre de jours de vague de chaleur serait alors multiplié par dix.

*« La meilleure façon de limiter les risques, c'est de décarboner »*, rappelle l'ingénieur agronome Jean-François Soussana, président du HCC. Une nécessité qui dépasse le seul enjeu climatique. En restant dépendante du pétrole, du gaz et du charbon – principaux responsables du réchauffement –, la France demeure exposée aux crises géopolitiques et aux flambées des prix de l'énergie.

Or, dix ans après l'accord de Paris, le HCC juge que le principal problème français n'est plus l'absence de stratégies, mais leur mise en œuvre. Depuis 2015, le pays s'est doté d'un cadre juridique plus dense, avec une nouvelle stratégie nationale bas carbone, une programmation pluriannuelle de l'énergie et un plan d'adaptation. Mais *« l'écart persiste entre l'ambition et les résultats »*, constate le rapport.

Les auteurs dénoncent un manque de moyens administratifs et financiers, des dérogations répétées ainsi qu'une tendance à assouplir les contraintes environnementales dès qu'elles deviennent politiquement sensibles. Le récent plan d'électrification est salué par le HCC, même si son impact est *« limité par l'absence de financement supplémentaire »*.

[Les possibles reculs sur la gestion de l'eau](#) contenus dans la loi d'urgence

agricole ou sur la limitation de l'artificialisation des sols constituant, selon le HCC, des « alertes ».

## Inégalités accrues

La dynamique de réduction des émissions s'essouffle aussi. Les rejets territoriaux ont été réduits de 34 % depuis 1990 et de 22 % depuis 2015, mais leur baisse a été limitée à 3 % en 2024 et 2,1 % en 2025. La France respecte la trajectoire de sa nouvelle stratégie nationale bas carbone, mais seulement parce que celle-ci a été « *revue pour intégrer le ralentissement, ce qui reporte l'essentiel des efforts* » à plus tard, prévient Diane Strauss, directrice du bureau français de l'ONG Transport & Environment. Le rythme de baisse devra au moins doubler dans les trois prochaines années. Les [estimations provisoires pour le premier trimestre 2026 \(- 4,8 %\) apparaissent encourageantes](#). Toutefois, une part importante de ce recul est due à une météo clémente.

En 2025, la moitié des réductions d'émissions a résulté d'une baisse d'activité subie dans l'industrie et l'élevage plutôt que de transformations durables. Les transports restent le principal point noir, tandis que les rejets de l'aviation internationale dépassent leur niveau d'avant la pandémie de Covid-19. Les émissions importées diminuent également trop lentement. Enfin, le HCC estime que le gouvernement n'a pas suffisamment misé sur la sobriété.

Lire aussi le décryptage | [Voiture électrique et logement : la transition écologique devient davantage accessible aux classes moyennes](#)

Autre sujet d'inquiétude : le puits de carbone français poursuit sa dégradation. Fragilisées par le changement climatique et les coupes, les forêts absorbent de moins en moins de dioxyde de carbone, alors que cette capacité est indispensable pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Le HCC appelle à mieux protéger les sols, les haies et les écosystèmes.

Pour inverser la tendance, les auteurs rappellent que la France devra

investir davantage. Les investissements bas carbone publics et privés doivent doubler d'ici à 2030. A l'inverse, ceux carbonés doivent être divisés par deux. [A l'argument de l'austérité budgétaire](#), les experts du HCC rétorquent que d'autres mécanismes existent, comme des mesures fiscales, la réglementation ou l'idée de mobiliser l'épargne privée des Français. Ils rappellent que le coût de l'inaction est beaucoup plus élevé que celui de la transition.

« *La transition la plus injuste est celle qui ne se fait pas.* » Alors que l'écologie punitive est régulièrement brandie contre les politiques environnementales, le HCC prévient que les retards pris accroissent les inégalités, la pauvreté et la précarité des plus vulnérables. Il recommande de massifier les dispositifs permettant aux ménages modestes d'accéder à des véhicules électriques ou à la rénovation des logements.

Lire aussi | [Appel à témoignages : vous faites face à la mort d'un\(e\) de vos proches après l'une des vagues de chaleur ? Racontez-nous](#)

Nouveauté, le HCC formule 11 orientations destinées à nourrir le débat climatique de la prochaine décennie, à l'approche de l'élection présidentielle. En cas de victoire du Rassemblement national, la pérennité de la structure n'est pas garantie : en avril 2025, des députés d'extrême droite avaient proposé de supprimer cette vigie des politiques climatiques.

[Réutiliser ce contenu](#)